

Christian Doumet

Comme ils nous parlent, les politiques !

Comme ils nous parlent, les politiques ! Est-ce à nous qu'ils s'adressent ? Vraiment ?

Comme ils nous parlent, depuis tant et tant d'années qu'ils tiennent leur tribune, haussent le ton, poussent la voix, lyrissent leur maigre idée, fustigent l'ennemi réel ou imaginaire, promettent la lune, encensent le chef, s'offusquent, s'indignent, brandissent l'index, vibrent dans les aigus, éructent, charment, chantonnent, éveillent, endorment, tombent dans l'oubli !

Sommes-nous bien les destinataires de cette musique ? Il semble que quelqu'un d'autre écoute. Que d'entre les phrases, un auditeur se lève, laborieusement dresse l'oreille. Un auditeur que le discours invente de toutes pièces, et auquel nous comprenons bientôt que nous devrions ressembler. Scène à trois, que ces tréteaux enfumés, ou de plein vent, du haut desquels un homme s'empare de la langue et la lance au visage de quelques muets désemparés. Un tiers, en effet, aussitôt s'impose, sans qui rien n'aurait lieu de la magie opérant toujours en pareil cas.

On n'a pas attendu les puissances de la diffusion électrique pour sentir passer le frisson de cet intrus nécessaire. Périclès s'éloigne du sépulcre, prend place sur une estrade élevée à dessein pour que la foule puisse l'entendre plus facilement, et prononce son discours en l'honneur des guerriers morts : c'est Thucydide qui le décrit ainsi, nous mettant aussitôt, nous qui lisons l'oraison funèbre vingt-quatre siècles plus tard, en présence de deux protagonistes bien distingués, l'orateur et la foule. Or la foule tout ouïe de l'an 431 avant Jésus-Christ, qu'est-elle devenue dans les mots de Périclès ? Un remous. Une rumeur indistincte tout au plus. C'est à nous que parle maintenant l'orateur ; nous qui l'entendons. Mais elle, la masse des Athéniens inaudibles, quelle existence a-t-elle, ailleurs qu'au pli des mots ?

Comprendre la portée d'un discours proféré dans l'espace politique, accéder du même coup à l'art oratoire, revient d'abord à tendre l'oreille vers ce tiers silencieux qu'aucune présence ne manifeste, qu'aucune voix ne révèle, dont le reflet tapisse pourtant le fond de chaque phrase. Qui s'aviserait d'en nommer le corps épars ne trouverait pas de mot. Car c'est de ne se laisser réduire à aucun signifiant, de n'être proprement identifiable à rien que l'absent de tout discours tire son redoutable magnétisme. Ou pour le dire encore d'autre façon, la parole politique ne s'adresse jamais qu'à des absents, ne s'énonce qu'en leur nom, n'agit qu'en vertu d'une essentielle vacuité qu'elle se propose de combler, mais qui lui donne aussi sa résonance et son écho particuliers. Le vide, le creux qu'on a coutume de déplorer à son sujet n'en représentent nullement la perte : ils participent de son essence ; ils lui donnent sa portée ; ils la confortent.

Les théories modernes du politique aident à cerner le sens de ce tiers. Lorsque Jacques Rancière évoque le « pasteur absent » qui, selon Platon, ne veille plus sur son troupeau en régime démocratique ; lorsque Jean-Claude Milner parle de « la politique

des choses » opposée à celle des être parlants ; lorsque Philippe Lacoue-Labarthe commente « la fiction du politique », ils livrent tous trois une version de la figure négative dont les discours politiques sont comme hantés de part en part. De différentes manières, ils tirent parti de cette négation pour rendre compte du terme introuvable que supposent tous les échanges en ce domaine – mais qu'ils ne supposent qu'autant qu'ils renoncent à lui donner corps.

La mise en scène des débats télévisés auxquels il nous a été donné d'assister récemment en dit long sur l'embarras que les hommes de médias éprouvent aujourd'hui à l'égard du tiers évanescent. Soucieux de montrer qu'ils en connaissent l'existence et qu'ils le respectent, sans doute au nom d'une certaine idée de la visibilité démocratique, ils convient sur le plateau un échantillon du peuple, destiné à incarner la grande inconnue des discours, à lui donner au moins droit de visage. Mais l'incarnation s'en tiendra à la pure figuration : elle restera muette tout le temps que parleront les politiques et leurs faire-valoir ; muette et anonyme ; pour ainsi dire, naturalisée. Dans la lucarne qui fait mine de les ignorer, ces corps fragmentaires occuperont un espace subalterne, celui du fond ou, comme on disait jadis, de la tapisserie. Cette position dans le paysage de la parole représente assez exactement celle de l'humanité électorale paradoxalement *sans voix*. Ou plutôt d'une humanité ayant délégué sa voix, le temps d'un discours, à ceux qui sont censés la représenter. On voit mal en effet qu'un inconnu, parmi les figurants, se lève soudain pour dénoncer cette confiscation. Tel est le peuple empaillé de la télévision.

Il n'est là que pour apaiser, par une vision inoffensive, le terrible de ce qu'il représente en réalité. Terrible au point qu'aucune rhétorique n'en vient à bout, sauf à l'interpeller expressément, comme fait Malraux montrant le « terrible cortège » qui accompagne Jean Moulin au Panthéon : les grandes paroles politiques, celles qui font exister le politique, c'est-à-dire la vibration d'un groupe d'humain dans une action commune, celles-là toujours invoquent et convoquent des absents. Pourquoi ?

Un discours a valeur *politique* lorsqu'il explore les replis du champ sémantique ouvert par le mot *polis* devant une communauté donnée. Or pour prendre tout son sens, ce mot doit signifier plus que la cité visible : un être dans le temps qui transcende les générations actuelles et qui les lie à un inactuel – leur imaginaire commun. Le discours politique, au XIX^e siècle, est né de l'invocation des morts, à commencer par ceux de la Révolution qui avaient tant de mal à se faire oublier. C'est autour de ce théâtre d'ombres qu'ont pris leur consistance, entre autres, les motifs de la patrie, de la nation, de la république même, avec les suites que l'on sait. Le général de Gaulle, resté en cela un enfant d'Hugo et de Michelet, le rappelle lorsque, dialoguant pour la première fois avec un journaliste devant les caméras de la télévision, en 1965, il scande le thème de la nation des morts : « *La France, dit-il, c'est plus que les Français du moment. (...) La France embrasse toutes les générations de Français.* »

Mais « patrie », « nation », « république » même... : les crimes couverts, un demi-siècle durant, par ces grands monuments aux morts les ont tellement usés qu'ils ont pris, aux yeux de certains, un visage repoussant. C'est ainsi qu'il est devenu presque impossible, ici et aujourd'hui, de donner voix aux disparus par les moyens que la tradition républicaine nous avait légués, et qui ont cours ailleurs. On mesure ce qu'il y a de désespérément ambigu, par exemple, lorsqu'un candidat en appelle, de nos jours, au « sentiment républicain » ou aux « valeurs de la république ». Les morts, ceux auxquels

un certain récit commun nous unit, ces morts auxquels restent attachées en effet des valeurs de survie, de sacrifice et de liberté, sont devenus en quelques décennies les figures encombrantes d'une aliénation, des fantômes assez peu fréquentables.

Voilà pourquoi un discours politique, désormais, ne traite que de la cité connue, connaissable, mesurable, quantifiable et réelle, jamais de la cité impondérable et du cortège d'images qui en procède. Voilà pourquoi l'art oratoire ne saurait guère avoir d'existence parmi nous.

La parole de gauche devrait avoir pour vocation naturelle de ranimer les rêves politiques. Par sa tradition historique, par sa vertu imaginaire, elle se tient du côté de la geste inaccomplie que nous ont transmise les générations passées. Plus qu'aucune autre, un projet venu de la nuit des temps la porte au-devant du présent. Mais comment pourrait-elle assumer un tel projet, privée de son lien organique avec *la nuit des temps* et ses hordes éteintes ?

Il est étrange que la mémoire collective récente accorde à un seul discours – le dernier du genre ? – cette valeur oratoire perdue dans l'ordinaire de la parole politique : celui que prononça Dominique de Villepin à la tribune des Nations Unies le 14 février 2003. À la réécouter huit ans après, cette allocution de quinze minutes ne brille guère par la qualité de son style. Que la suite des événements lui ait donné raison ne suffit pas à lui valoir un prix d'éloquence. Factuelle, assez plate dans son écriture, répétitive dans son argumentation, elle n'a guère de quoi soulever l'enthousiasme. Une minute avant la fin, pourtant, survient une phrase, un mot peut-être, qui déplacent le ton et ouvrent dans l'immédiat un horizon de mémoire : « *C'est un vieux pays, dit l'orateur, la France d'un vieux continent comme le mien, l'Europe, qui vous le dit aujourd'hui, qui a connu les guerres, l'occupation, la barbarie, un pays qui n'oublie pas et qui sait tout ce qu'il doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique et d'ailleurs, et qui pourtant n'a cessé de se tenir debout face à l'histoire et devant les hommes.* » C'est tout. C'est suffisant. Les morts du « vieux pays », soudain, ont comparu sur la scène des nations. Puis disparu. Pas assez convaincants, certes, pour transformer le cours d'une histoire inéluctablement en marche. Mais assez pour priver les va-t-en-guerre d'une large coalition. Les fantômes, comme dans le théâtre de Shakespeare, ont joué leur rôle oratoire.

Christian Doumet, professeur à l'Université Paris 8, directeur de programme au Collège international de philosophie, a publié des livres de poèmes, des essais sur la poésie et la musique et des récits. Derniers ouvrages : *La Déraison poétique des philosophes* (Stock, 2010) et *Trois huttes* (Fata Morgana, 2010).